

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur la situation en Ukraine, à Tulle le 7 février 2015.

Journaliste : Monsieur le président, êtes-vous confiant qu'il puisse y avoir un accord dès demain sur l'Ukraine ?

LE PRESIDENT : Nous faisons tout avec la Chancellerie pour qu'il y ait un accord, mais pour qu'il y ait un accord il faut que les acteurs eux-mêmes l'admettent, le veulent. Ils le cherchent. A nous de les conduire vers la conclusion. Nous avons donc passé deux nuits, si je puis dire, une nuit à Kiev et une nuit ou une demi-nuit à Moscou. Pourquoi avons nous lancé cette initiative ? Parce que la Chancellerie et moi-même, considérons qu'il y a un risque de guerre aux portes de l'Europe, et qu'il peut y avoir et qu'il y a déjà de nombreuses victimes et des victimes civiles. Nous avons donc préparé un texte, d'abord avec les Ukrainiens, et nous l'avons ensuite discuté avec Vladimir POUTINE. Nous devons rapprocher encore les points de vue. Et c'est la raison pour laquelle il y aura un échange dimanche au téléphone avec le président POUTINE, avec le président ukrainien monsieur POROCHENKO, la Chancellerie et moi-même, pour que nous soyons le plus près du but. Mais tant que le but n'est pas atteint, tant que l'accord n'est pas signé, il y a un risque. Je ne voulais que rien ne soit dit sur les responsabilités des uns et des autres, avant que l'on ait pris justement un certain nombre d'initiatives et d'engagements. La France joue un rôle majeur avec l'Allemagne pour dénouer cette situation, mais elle ne peut pas réussir seule. Avec Madame MERKEL nous ne réussirons pas seuls. Nous avons pris nos responsabilités, maintenant c'est à toutes les autres parties d'être à la hauteur de ce qui est attendu d'eux.

Journaliste : Est-ce que vous êtes plus optimiste aujourd'hui que vous ne l'étiez avant de faire ce voyage ?

LE PRESIDENT : Je savais que ça serait difficile et je savais que c'était risqué, mais je savais que c'était indispensable. Je suis donc dans le processus, je ne veux pas donner de pronostic, je suis aujourd'hui dans la recherche qui prendra encore quelques jours, pour aboutir à une conclusion. Et je le fais en tant qu'Européen parce que je considère que ce qui se passe aux frontières de l'Europe nous intéresse directement. Je le fais aussi en tant qu'ami de la Russie, parce que je ne veux pas que la Russie s'isole du reste de l'Europe et du reste du monde. Je le fais aussi en tant que Français, parce que la France doit toujours être à l'initiative. Et ce qui se produit là, c'est aussi une belle image de l'alliance entre la France et l'Allemagne au service de la paix.

Journaliste : Vous vous êtes entretenu avec monsieur OBAMA pour le tenir au courant de ces négociations ?

LE PRESIDENT : Il y a eu des contacts qui ont été pris par les ministres des Affaires étrangères, et encore ce matin Laurent FABIUS sera à Munich où il aura des conversations avec son homologue américain. Nous tenons informés les Américains, je sais qu'ils regardent avec intérêt ce que nous faisons, mais nous le faisons en tant qu'Européens.

Journaliste : C'est la dernière chance

LE PRESIDENT : Je pense que c'est une des dernières chances et c'est pourquoi nous avons pris cette initiative, parce que si nous ne parvenons pas à trouver non pas un compromis mais un accord durable de paix, eh bien ! Nous connaissons parfaitement le scénario. Il a un nom, il s'appelle « la guerre ».